

Lille, 23 octobre 2021

*Déclaration d'Anne Hidalgo,
Candidate à la présidence de la République
Seul le prononcé fait foi*

Cher(e)s amis,

C'est formidable de vous retrouver si nombreuses et si nombreux rassemblés aujourd'hui.

Vous êtes venus de toute la France ! Vous portez les couleurs de notre pays, de ses valeurs, de sa diversité !

Vous êtes l'image de la France, quand elle est ouverte, volontaire, et qu'elle voit grand !

Vous êtes l'image de la France qu'on aime !

Cher(e)s camarades,

Il est dans l'histoire de la France des moments où le peuple, face aux poids des circonstances et devant les urgences de l'époque, doit se saisir de son destin.

La semaine dernière, vous toutes et tous, militants, sympathisants, socialistes et peuple de gauche, vous avez choisi de m'accorder votre confiance.

Et c'est vous que je veux d'abord saluer, vous les militants, vous les élus, vous les dirigeants de cette grande formation qu'est le Parti socialiste, cher Olivier FAURE, ce si beau parti qui porte en lui une grande part de l'histoire de la gauche.

Grace à votre énergie et votre engagement, soutenue par une équipe de France des maires et des élus locaux venus de tout le territoire national, je mettrai toute mon énergie dans la bataille pour convaincre, pour conquérir, chaque jour, de nouveaux suffrages, pour que nos concitoyennes et nos concitoyens sachent que ce qu'ont fait les Allemands, les Espagnols et les Portugais est à portée de bulletins, qu'une gauche au pouvoir, cher Bernard CAZENEUVE, est possible, et qu'elle peut améliorer leur vie, dissiper leurs craintes, rendre la politique plus juste.

Nous sommes le 23 octobre. Il nous reste exactement six mois avant le deuxième tour. Six mois pour redonner un espoir à notre pays, pour proposer un nouveau chemin aux Français. Pour leur offrir face à tous ces candidats abonnés à la présidentielle, le choix, la force, d'une candidature nouvelle.

Une candidature qui refuse la capitulation identitaire, qui refuse l'exclusion des plus faibles, qui refuse le repli nationaliste.

Une candidature portée par une femme qui portera aux femmes de notre pays, une attention nouvelle, pour celles qui souffrent de violence ou de discriminations, pour celles qui élèvent seules leurs enfants, pour celles qui travaillent dans nos écoles, nos hôpitaux, nos entreprises, en première ligne plutôt que sous les projecteurs.

Ce n'est pas une vaine espérance.

C'est une nécessité.

Je suis là. Je me bats pour cela. Et je me battraï pour vous jusqu'à la victoire !

Car, vous le savez comme moi : pour surmonter les épreuves qui nous attendent, pour franchir les obstacles de l'avenir, pour réussir la mutation exigée par la menace climatique, il y a une condition première, sans laquelle rien ne sera possible.

Cette condition, c'est la justice !

Une société injuste ne peut pas se défendre, une société injuste ne peut pas se transformer : elle décourage ses citoyens, elle attise les divisions, elle diffuse la méfiance et le ressentiment.

C'est pour cette raison que la France a besoin de la gauche.

C'est pour cette raison que je suis candidate.

Je suis là pour vous, je suis là pour le peuple de France, je suis là, pour qu'après tant d'indifférence et de condescendance, on lui rende justice et considération.

Je me bats pour une France juste. Car la gauche, ce n'est pas le repli, ce n'est pas la peur de l'avenir, ce n'est pas la facilité, le renoncement ou la crainte.

La gauche, c'est la justice !

À cet instant, je pense avec fierté à ceux qui m'ont précédé. Je pense à Lionel JOSPIN, qui a gouverné le pays, à François HOLLANDE, dernier président socialiste, et bien sûr à Ségolène ROYAL, première femme candidate de notre famille politique.

J'hérite de leurs combats comme je me grandis de leur force. Je fais miennes toutes les ambitions qu'ils ont nourries pour la France. Et si je m'inscris dans leurs pas, je veux aussi porter plus loin encore les luttes qu'ils ont menées pour la justice et le progrès.

À Lille, chère Martine AUBRY, on connaît le prix du courage. Sur cette terre de gauche, dans cette région de conquêtes, les travailleurs des mines, les ouvriers de la sidérurgie, les employé-e-s du textile se sont battus pour plus de droits, plus de considération, plus de dignité.

Je pense à la commune de Fourmies, à l'autre bout du département. Beaucoup de grévistes y ont perdu la vie, il y a 130 ans, lors de la première fête du premier mai.

C'est à ces femmes et ces hommes qui ont dit leur colère et leur espoir que nous devons les progrès sociaux qui ont suivi : la journée des huit heures, les congés payés, les jours de repos, les 35 heures !

Je suis fière de mener dans la bataille cette force sociale et républicaine qui des Françaises et des Français ne regarde ni le prénom, ni l'origine ou la naissance, ni le diplôme ou l'orientation, ni le genre ou la religion.

Je suis fière de cette gauche qui n'a jamais écarté personne, parce qu'elle sait que personne ne mérite d'être méprisé, négligé, abandonné, qu'on ne peut pas dire, comme vous l'avez tous entendu, « celui-ci est premier de cordée », et « celui-là n'est rien ».

Cette gauche sait que chacune, chacun, est unique dans sa dignité et dans ses droits, qu'il a, où qu'il se trouve, d'où qu'il vienne, quelque chose à apporter à notre destin commun et que tous, sans exception, sont essentiels à notre République.

Je suis fière et heureuse de vous retrouver en ce moment si unique, mais je suis grave aussi.

Car le moment que nous traversons est grave. Il est grave de problèmes qui ne sont que trop rarement au centre de l'actualité, et trop souvent au cœur du foyer des Français.

Je viens devant vous après avoir rencontré et écouté nos concitoyennes et nos concitoyens. Tous disent l'inquiétude, la fatigue, le découragement, la colère parfois.

Les crises que nous traversons ne sont pas pour eux des abstractions, des idées lointaines ou des sujets de plateau télé. C'est leur vie chaque jour :

Ils m'ont dit que le travail ne paie plus.

J'ai entendu ces agriculteurs de la Somme écrasés par les contraintes, obligés de s'adapter mille fois et qui n'ont plus l'énergie de continuer.

J'ai entendu les ouvriers dans les Fonderies du Poitou, menacés dans leur emploi, qui n'ont pas été accompagnés ni formés pour occuper un autre poste.

J'ai entendu ces anciens qui m'ont dit que les services publics sont de plus en plus lointains, qu'ils ne leur répondent plus, que les femmes et les hommes au guichet qui étaient le visage quotidien de la République ont disparu au profit de règles sans cesse plus nombreuses et d'écrans d'ordinateur.

J'ai entendu au petit matin les sages-femmes de l'hôpital Delafontaine de Saint-Denis qui ont eu ces mots terribles : « l'épuisement commence à l'emporter sur la vocation ». La fatigue, la dévalorisation, le sentiment de perte de sens : voilà le lot des vrais « premiers de cordée ».

Cher(e)s camarades,

À l'orée de cette campagne où la ténacité et le sens des responsabilités seront mis à l'épreuve, je veux, en sincérité et en confiance, vous dire ma conviction.

Ces souffrances aux nombreux visages n'ont pas plusieurs explications. Elles s'abreuvent à une seule source, qui est aussi la racine de l'impuissance des gouvernants.

Cette crise, c'est celle de République qui se défait sous nos yeux.

Notre République se défait quand les inégalités de richesse et de patrimoine explosent.

Notre République se morcelle quand elle ne peut plus promettre un avenir meilleur à ses enfants.

Elle ne convainc plus quand, face au dérèglement climatique que cause l'action des hommes, elle ne propose que l'inaction ou le dédain. La crise environnementale est là, nous y sommes, et rien n'est fait. Rien n'est fait.

Notre République désespère quand la démocratie s'efface. La montée des populismes, des nationalismes, des autocrates dans le monde et en France se nourrit des inégalités sociales. Ces mouvements traînent dans leur sillage la droite qui ne fait même plus mine de s'en inquiéter. La crise démocratique décourage jusqu'à l'idée même d'aller voter.

Cette réalité est d'autant plus insupportable que le quinquennat actuel a ajouté, à l'incompétence l'arrogance d'une technocratie qui pense savoir mieux que tout le monde. Ce gouvernement se prend au sérieux mais il n'est pas sérieux.

Pourtant les faits sont là, têtus, limpides, sans appel.

11 millions de pauvres, quand on nous assurait que le pouvoir d'achat allait augmenter !

300 000 sans-abris, quand on nous promettait des lits et des hébergements stables !

6 millions de chômeurs, quand on nous garantissait que les opportunités ruisselleraient !

Une régression sans précédents de nos libertés réduites à de simples variables d'ajustement des crises, quand on nous promettait le progressisme.

67 millions de Françaises et de Français plus divisés que jamais, qui se demandent s'ils ont encore un destin partagé !

Les Français ne sont pas dupes. Ils savent. Ils comprennent.

Et ils ne supportent plus la casse sociale, la verticalité d'un pouvoir qui refuse toute contradiction et cherche à museler les contre-pouvoirs, l'arrogance d'une caste qui méprise les corps intermédiaires et d'un chef d'État qui « à force d'être seul », s'accoutume « à ne penser que comme lui ».

Je vais vous dire mon sentiment. En France, il n'y a pas de Jupiter, de sauveur suprême, d'homme providentiel.

Il y a un peuple, un peuple français, qui vit, qui pense, qui agit, qui aime son pays, et qui mérite de la considération. Je mettrai fin au mépris, à l'arrogance, à la condescendance de ceux qui connaissent si mal nos vies mais décident loin de nous, de tout, tout le temps, sans nous.

Maire de Paris, j'ai vécu des épreuves. Celles des attentats terroristes m'ont profondément marquée et changée.

Je sais combien exercer le pouvoir est difficile, que l'on ne réussit pas tout mais je sais aussi que la France, on la gouverne en la respectant.

Il nous faut retrouver le respect pour les Français, la dignité dans l'exercice des responsabilités, le sérieux dans les réformes, et une passion sincère pour la France.

Pour la France réelle. Ni celle d'hier, ni celle qu'on invente depuis un bureau fermé. Celle d'aujourd'hui, des territoires, avec son incroyable diversité de l'hexagone aux Outre-mers.

Cher(e)s ami(e)s,

Si je suis ici devant vous, c'est parce que, je porte en moi la France comme seule peut la porter quelqu'un qui l'a choisie.

Depuis mes 14 ans, j'ai toujours près de moi mon décret de naturalisation : ce petit bout de papier, fragile et froissé, qui a pour moi la force invincible des idées qui ne meurent pas.

Je porte en moi l'importance des questions sociales, auxquelles j'ai dédié mon premier engagement professionnel.

Je porte en moi l'urgente nécessité de répondre aux défis climatiques qui furent une de mes priorités comme Maire de Paris, malgré toutes les résistances et toutes les inconstances.

Je porte en moi la détermination d'une femme politique, qui sait ce que cela suppose de courage pour ne jamais renoncer.

Je suis là devant vous et j'irai jusqu'au bout !

Cette force vient de loin. Je la puise dans mon histoire personnelle.

De mon grand-père, traqué par les franquistes parce qu'il était républicain.

De mes parents qui, parce qu'ils souhaitaient pour ma sœur et moi, un avenir meilleur, ont fui l'Espagne de la dictature pour la France des droits de l'homme.

De mes professeurs à l'école de la République.

Des combats que j'ai gagnés, (et de ceux que j'ai perdus).

De mon désir de justice, qui est la boussole de ma vie.

De mon caractère, qui m'impose de tenir bon toujours.

Cette force vient de loin. Elle vient de l'histoire de la gauche. De cette gauche républicaine qui a permis la constitution de syndicats, qui a défendu l'égalité professionnelle, qui a créé un droit au repos, des congés payés.

Je représente ce que beaucoup de nos adversaires aimeraient faire taire. Une femme, de gauche, d'origine étrangère, profondément européenne. Je suis celles et ceux dont certains cherchent à écraser la voix, qu'ils voudraient mettre de côté, renvoyer dans les franges. Et j'en suis fière. Car je suis l'incarnation de la promesse républicaine, celle que je veux rendre possible à nouveaux pour toutes les Françaises, et pour tous les Français.

Il est grand temps que le Gouvernement de la France ressemble aux françaises et aux français !

Je n'ai jamais compris pourquoi ceux qui disent aimer notre pays et vouloir le défendre s'acharnent à le dénigrer, à le diviser et à l'affaiblir.

Ils ont de la France une image figée. Ils pensent la connaître, mais ferment les yeux sur son « passé de diversité », (pour reprendre l'expression de Fernand BRAUDEL). Ils convoquent de grandes figures, mais par haine des immigrés, ils se gardent bien de mentionner Léon GAMBETTA, Marie CURIE ou Émile ZOLA !

C'est bien simple : à force d'être immobile, leur France s'est arrêtée de respirer.

Il faudrait leur dire la vérité : la France qu'ils invoquent n'a jamais existé. Ils ont bâti un récit falsifié qui les arrange, mais répéter un mensonge n'en a jamais fait une vérité.

La France, c'est une destinée. C'est une aventure collective qui nous fait sortir de nous-mêmes, pour embrasser tant de combats qui nous dépassent : la justice, l'égalité, la liberté, la fraternité.

C'est pourquoi, je me battraï de toutes mes forces contre ceux qui veulent imposer une vision desséchée de notre histoire. Albert CAMUS disait : « j'aime trop mon pays pour être nationaliste ». Et parce que « j'aime trop mon pays pour le laisser aux nationalistes », je viens porter un projet de reconquête.

Cette reconquête est sociale. Cette reconquête est écologique. Cette reconquête est démocratique.

Ma méthode est simple : la démocratie, partout et tout le temps : un Parlement qui débat, des syndicats qui négocient, une presse qui éclaire, une justice qui fonctionne, des citoyens qui participent. Et c'est avec cette méthode que je vais construire mon projet pour la France.

Pour la mettre en œuvre, je m'appuie sur la plus belle des équipes : une équipe des maires et des élus des régions et des départements, chers Johanna Rolland, Mathieu Klein, Nathalie Appéré, Nicolas Mayer-Rossignol, Carole Delga, Mickael Delafosse ! Vous qui œuvrez chaque jour à faire vivre notre démocratie.

Mes ami(e)s, mes cher(e)s camarades,

La crise sanitaire a mis en lumière nos fragilités et accru les inégalités. Elle nous a aussi permis de prendre conscience de ce qui est essentiel.

Et l'essentiel, c'est l'humain. L'essentiel, c'est la vie, et tout ce qui y contribue : la santé, la protection sociale, l'alimentation. Garantir pour chacun, l'essentiel sera le premier pilier de mon projet pour la France. Dire cela ce n'est pas la facilité, c'est retrouver le sens des priorités et se donner les moyens de les mettre en œuvre.

Notre politique du travail sera d'abord celle d'une rémunération digne pour chacune et chacun. Digne pour les « premiers de corvée », en augmentant les salaires. Et digne pour les « premiers de cordée », qui doivent partager équitablement la valeur ajoutée dans les entreprises !

La place des salariés doit être reconnue dans les entreprises. Le syndicalisme doit être, non pas encadré, mais favorisé car pour nous les socialistes, ce n'est pas à l'entreprise seule et à l'Etat uniquement de trancher la question des salaires.

Je lancerai, avec les partenaires sociaux, une politique pour encourager massivement le syndicalisme.

Et je le dis à Lille, qui a vu la naissance de la première bourse du travail, en 1882 !

Pour la protection sociale, nous mettrons en place une assurance chômage universelle, nous reviendrons sur la suppression des 5 700 lits d'hôpitaux et nous ferons de la santé mentale, qui est à l'abandon aujourd'hui en France, une grande cause de mon quinquennat.

Parce que l'essentiel, c'est aussi le logement, nous garantirons qu'aucun ménage ne soit contraint de consacrer plus d'un tiers de ses revenus pour se loger. Nous généraliserons l'encadrement des loyers dans les zones tendues.

Pour la famille, le cœur de nos vies, nous créerons un service public de la petite enfance. Dans l'attente, nous garantirons aux familles monoparentales un accès renforcé à la garde d'enfants.

Par ailleurs, nous ne pouvons pas tolérer que les femmes, les hommes frappés par l'irréversible perte de leur autonomie, soient reclus et abandonnés. Nous ferons tout pour les accompagner le mieux possible, en développant massivement les soins palliatifs et en soutenant les aidants pour laisser aux familles la possibilité d'accompagner leurs proches sans risque de perdre leur travail.

Et nous ouvrirons à celles et ceux qui le veulent le droit de mourir dans la dignité. Je souhaite qu'une loi encadre ce droit nouveau dès l'année prochaine.

L'essentiel, c'est la culture, notre culture partagée. Celle à laquelle tout le monde doit avoir accès, en tout point du territoire, et à tout âge.

Celle aussi qui pense, invente, crée, plus nécessaire que jamais dans les périodes troublées que les artistes éclairent de leur regard libre.

L'essentiel, ce sont les services publics à visage humain. Nous créerons cette République de la proximité avec un objectif zéro désert public. Le service public qui reçoit plutôt que celui qui règlemente : voilà notre mot d'ordre. Nous gèlerons la politique de fermeture des sites et nous mènerons une politique de présence humaine sur tout le territoire.

Comment assurer aux Français un droit réel à la sécurité quand la police est éloignée des lieux de vie ? C'est une véritable police de la sécurité du quotidien qu'il faut bâtir ! Une police républicaine respectée et présente partout sur le territoire, dans les petites communes et bien sûr dans nos quartiers.

L'essentiel enfin, ce sont les territoires. C'est l'échelon de vie des Français, c'est donc là où se joue l'efficacité de la décision. Nous ferons le pari des territoires avec un nouvel acte d'une décentralisation: l'autonomie financière des collectivités sera réelle, la démocratie locale sera refondée par des consultations citoyennes régulières.

C'est dans cette participation des citoyens que se trouve ce qui fait la force de notre démocratie : une démocratie, partout, tout le temps, et au plus près des citoyens.

* * *

Voilà pour l'essentiel d'aujourd'hui. Mais cela ne suffit pas.

Notre responsabilité c'est aussi de construire l'avenir pour notre jeunesse, pour les générations qui viennent et auxquelles nous devons autre chose que des dettes, une éducation à la peine et une planète qui brûle. C'est le second pilier de mon projet, qui s'articule autour de quatre grands objectifs.

Le premier objectif sera de porter à 60% d'une classe d'âge, le nombre de diplômés du supérieur car il faut préparer la France de demain. Je souhaite que les étudiants et les apprentis, plus nombreux soient mieux guidés dans leur choix de formation. Nous abrogerons Parcours sup ! Nous donnerons aux universités les moyens de fonctionner, d'investir et d'innover !

Nous créerons un dispositif national de suivi et d'accompagnement pour les plus de 100 000 jeunes qui sortent du système scolaire sans diplôme ni formation, avec les conséquences dramatiques que l'on connaît sur la suite de leur vie.

Parce que l'école, c'est l'âme de la République, nous bâtirons une République de l'école.

Le métier de professeur sera mieux considéré et je crois possible, sur la durée d'un quinquennat, de multiplier par deux le traitement de toutes les personnes au contact avec les élèves. Ou, pour commencer, d'aligner a minima le salaire des nouveaux professeurs sur le salaire des bac + 5. C'est par là que nous commencerons.

Je l'ai dit et je le confirme, je ferai un contrat pour l'éducation avec le corps enseignant et tous les professionnels présents dans les écoles, notamment celles et ceux qui accompagnent les enfants en situation de handicap.

Je veux que notre système scolaire valorise toutes les filières, comme l'apprentissage et tous les talents, et donner les mêmes chances, sans considération de naissance ou de moyens parce que sans école, comme disait PROUDHON, il n'y a pas de démocratie.

Le deuxième objectif, c'est d'atteindre la neutralité carbone en 2050. Je serai pour cela la candidate de l'écologie des solutions.

Et je veux le dire ici en toute sincérité : ce combat pour l'environnement ne doit pas nous diviser, car ce sont les plus pauvres, les plus fragiles qui souffrent en premier du dérèglement climatique.

Nous créerons une écologie des droits, droits du vivant, droits de la nature, en intégrant la protection des biens communs dans la Constitution, en définissant un crime d'écocide et en instituant un Défenseur de l'environnement, chargé de veiller à son respect en France.

Nous conduirons une écologie du partage. Une ISF climatique pèsera sur les ménages aisés dont le patrimoine émet le plus de carbone.

Nous engagerons une écologie de l'innovation, inscrite dans une perspective de long terme pour notre mix énergétique. Il faut encourager nos PME et nos entreprises innovantes dans les énergies renouvelables, dans les transports, dans la protection respectueuse de la biodiversité.

Nous impliquerons pleinement le Parlement dans cette dynamique en prévoyant qu'il vote chaque année un budget carbone de la Nation. Cela supposera une révision constitutionnelle comme celle qui a permis à la représentation nationale de s'approprier le budget social.

Car je veux non seulement renforcer le rôle des parlementaires, mais aussi leur permettre de se prononcer sur les sujets déterminants pour l'avenir de notre pays.

Mon troisième objectif, c'est celui de l'égalité des femmes et des hommes, enfin ! Ce quinquennat, je m'y engage, sera celui du droit des femmes comme une nation moderne doit le garantir !

Je veux être la première présidente de l'histoire de France parce qu'il est temps d'accomplir une grande avancée, celle de l'égalité des femmes et des hommes au travail.

Je sais, pour les avoir vues, pour les avoir subies, ce que les différences de traitement et les discriminations peuvent faire !

Ça suffit les attaques au respect des femmes et de leur corps ! La primauté du droit à la contraception et à l'interruption volontaire de grossesse, sera assurée sur l'ensemble du territoire.

Ça suffit les 20% de discriminations salariales ! Je m'engage à ce qu'une loi de programmation sociale soit votée dès l'été 2022, pour atteindre l'égalité totale des salaires en cinq ans.

Ce sera notre première mesure, notre première loi.

Nous aborderons tous les chantiers : revaloriser les salaires des métiers qui sont occupés par une majorité de femmes et qui sont souvent les plus mal payés ; lutter contre le temps partiel subi ; et organiser au sein de chaque entreprise la marche vers l'égalité réelle.

Ça suffit les Gouvernement où les plus importantes fonctions sont réservées ! Je m'engage à ce que le Gouvernement de la France lui ressemble.

Ce sera notre boussole pour toutes les nominations, toutes les désignations, au sein de l'exécutif comme dans l'administration. Nous instaurerons une parité réelle dans les entreprises au sein des conseils d'administration.

Je m'opposerai toujours aux rétrogrades qui moquent la parité et qui disent que le pouvoir serait naturellement masculin. Notre République est une femme, c'est ainsi qu'elle a toujours été représentée. Il est temps que nos gouvernants ressemblent aux français !

* * *

Mon quatrième objectif vient du constat qu'il ne peut y avoir de changement radical sans réforme profonde de nos institutions.

Ce qu'il nous faut, c'est faire entrer la 5^{ème} République dans le XXIIème siècle.

Il nous appartient d'abord de retrouver de la dignité dans l'exercice du pouvoir.

Gouverner n'est pas un jeu, encore moins solitaire. Présider, c'est assumer un projet et des décisions. Présidente de la République, je fixerai les priorités, mais je ne déciderai pas de tout ni à la place de tous.

J'irai au bout de réformes trop longtemps promises sans n'avoir jamais été mises en œuvre : l'indépendance de la justice, la transformation du conseil économique, social et environnemental en véritable troisième chambre parlementaire, l'inscription du dialogue social dans notre Constitution, l'instauration d'un vrai droit au référendum.

L'État sera impartial, et il sera exemplaire : un ministre mis en examen – pire, renvoyé au Tribunal correctionnel – devra démissionner.

Il nous faut ensuite redonner envie de démocratie. Parce que les élections perdent leur sens quand la moitié des citoyens ne vote pas, nous ferons de la lutte contre l'abstention notre combat quotidien.

Pour faire davantage participer les citoyens, le prochain gouvernement d'Allemagne propose d'abaisser l'âge du vote à 16 ans : nous le ferons !

Qu'est-ce qui justifie encore d'exclure de la vie démocratique, ceux qui seront le plus concernés par les décisions d'aujourd'hui?

Cher(e)s ami(e)s,

Notre pays, par son histoire, par sa langue, par ses artistes et penseurs, doit tenir son rang, sa place au service des valeurs de la France. Présider notre pays, c'est embrasser ce qu'il fut et se battre pour son avenir.

Je ne me résous pas à la perte d'influence de la France en Europe et sur la scène internationale, jusqu'au Pacifique.

Je n'accepte pas que l'on puisse conduire un dialogue humiliant avec des dictateurs, des despotes, des tortionnaires, et que l'on danse le « pas de deux » avec ceux qui nous méprisent.

Pour reconquérir notre avenir, un seul mot d'ordre: se faire de la France dans le monde une très haute idée. Qu'il s'agisse du défi climatique, des dérives autoritaires, des excès du capitalisme mondial, ou du terrorisme djihadiste, les interdépendances sont telles que plus rien désormais ne frappe les uns en épargnant les autres. Nous sommes tous voisins.

Dans ce monde de liens et de réseaux, notre pays doit être une force d'entraînement. La France accueillera les femmes afghanes menacées par l'obscurantisme, elle demandera des comptes aux États bandits qui protègent des paradis fiscaux, elle considèrera les pays d'Afrique avec respect et sans paternalisme, elle promouvra la force de la francophonie en s'appuyant sur un réseau culturel et d'enseignement mis à mal par des coupes budgétaires massives depuis 2017.

Pour entraîner les autres, la France s'appuiera sur ce que nous attendons depuis tant d'années : l'Europe démocratique.

La gauche française républicaine aura ce rôle de moteur, avec les social-démocraties européennes au pouvoir aujourd'hui, avec les Allemands, avec les Espagnols, avec toutes les forces de progrès et d'avancées qui pensent comme nous que l'Europe libérale n'a que trop duré, qu'il faut mettre un terme à la fausse indépendance des travailleurs des plateformes ou à l'évasion fiscale des géants de l'économie numérique.

C'est sur nous, mes chers amis, sur notre famille politique que repose le prochain acte d'unification de notre Europe. Ne croyez ni les fanatiques du libre-échange qui détruit la

planète, ni les nostalgiques de la ligne Maginot qui : sans Europe forte, pas de France forte ; sans Europe rassemblée, pas de France respectée dans le monde !

Mes cher(e)s camarades,

Fidèle à notre histoire, je serai la candidate de la reconquête républicaine. Notre impératif n'a pas changé depuis Jean JAURES : c'est porter la République « jusqu'au bout » pour réinventer notre beau modèle français :

« Jusqu'au bout » de la justice, parce que dans un monde tourmenté, elle demeure notre boussole. Contre toutes les confiscations, toutes les dominations, il faut toujours se demander : « est-ce juste ? ». Supprimer l'ISF et diminuer les allocations logement, est-ce juste ? Non !

« Jusqu'au bout » de la laïcité, parce c'est protéger chacun, et d'abord les droits des femmes et des plus vulnérables. C'est le droit de croire, de ne pas croire, en liberté, sans que quiconque ne soit humilié.

« Jusqu'au bout » de l'égalité, parce qu'aucune distinction ne justifie les discriminations. Parce qu'aucune origine, aucune religion, aucune identité sexuelle ou de genre ne justifie le racisme, l'antisémitisme et la haine. Parce qu'aucune assignation n'a sa place en République. Je serai la présidente de cette France métissée, rassemblée parce que respectée, parce que, oui, c'est l'union qui fait la France !

Cher(e)s camarades,
Cher(e)s ami(e)s,
Français de l'Hexagone et des Outre-mer,

Après la prise de la Bastille, c'est le maire de Paris qui a remis au roi de France la cocarde tricolore. Depuis presque cinq années, ce symbole n'a été que trop abîmé.

Alors je veux redonner ses couleurs à notre drapeau !

Je veux que notre devise républicaine retrouve son sens !

Je vous donne rendez-vous avec la République qui vous espère. Je vous donne rendez-vous avec la France que je veux servir avec vous.

Et pour cela, devant vous, vous le voyez, je suis prête, nous sommes prêts ! Je lance un appel à celles et ceux qui veulent le changement : Venez ! Engagez-vous ! Rejoignez-nous !

J'en appelle à vous, citoyennes et citoyens, vous qui voulez sauver la planète, vous qui voulez construire une République forte et juste, vous qui voulez une France qui redevienne un exemple parmi les nations.

Je sais que je peux compter sur vous, enfants de France, peuple de gauche !

Je sais que je peux compter sur votre énergie, votre force, votre fidélité !

Car il est temps !

Il est temps de réaliser l'égalité !

Il est temps de conquérir notre avenir !

Il est temps de gagner, ensemble !

Vive la République.

Vive la France.